



MARCHÉ D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC) RENFORCÉ POUR L'OPÉRATION « NOUVEL HÔPITAL D'EMBRUN »

R.C.

Règlement de la consultation N°014-2025

Marché public passé en procédure avec négociation en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 à R. 2124-4, R. 2161-12 et suivants du Code de la commande publique

Date d'envoi de la consultation :

- au JOUE et au BOAMP : 25/04/2025
- sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> : 25/04/2025

Nomenclature CPV : 71247000-1

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES :
26/05/2025 à 12h00**

SOMMAIRE

Article 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1	Objet de la consultation	4
1.2	Contexte de l'opération	4
Article 2.	DESIGNATION DE L'ACHETEUR	5
Article 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1	Description de la procédure	5
3.2	Division en lots	6
3.3	Décomposition en parties techniques.....	6
3.4	Durée du marché	7
3.5	Variantes	7
3.6	Options.....	7
3.6.1	<i>Tranche</i>	7
3.6.2	<i>Marché de prestations similaires</i>	7
3.6.3	<i>Clause de réexamen</i>	7
3.7	Modifications de détail du dossier de consultation	7
3.8	Délai de validité des offres.....	7
3.9	Exclusivité et participations ultérieures.....	7
3.10	Visite des lieux et connaissance du site	7
Article 4.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
Article 5.	CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	9
5.1	Forme de la candidature.....	9
5.2	Appréciation des niveaux minimums de capacité	9
5.3	Sous-traitants et opérateurs liés	10
Article 6.	PRESENTATION DES CANDIDATURES	10
6.1	Généralités.....	10
6.2	Contenu de la candidature.....	10
Article 7.	PRESENTATION DES OFFRES	12
7.1	Généralités.....	12
7.2	Contenu de l'offre	12
Article 8.	CONDITION DE REMISE DES PLIS.....	13
8.1	Transmission par voie électronique	13
8.2	Anticipation des dépôts.....	14
8.3	Transmission d'une copie de sauvegarde sur « Support physique électronique »	14
8.4	Modalités de signature des offres	14
Article 9.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	15

9.1	Jugement des candidatures.....	15
	<i>Vérifications liées aux motifs d'exclusion de la procédure de passation du marché</i>	<i>16</i>
9.2	Jugement des offres	16
9.2.1	<i>Critères d'analyse des offres.....</i>	<i>16</i>
9.2.2	<i>Jugement du critère 1.....</i>	<i>17</i>
9.2.3	<i>Jugement des critères 2 et 3.....</i>	<i>17</i>
9.3	Négociation	17
Article 10.	FIN DE LA PROCEDURE.....	18
Article 11.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	18
Article 12.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS	18

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché **d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination renforcé pour l'opération Nouvel Hôpital d'Embrun**.

Le contenu des prestations est décrit au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Étant d'ores et déjà précisé que le centre hospitalier doit assurer la continuité du service public tout au long de l'opération de restructuration et de l'exécution de l'opération « Nouvel Hôpital d'Embrun », l'opération sera mise en place au sein d'un site fonctionnement dont la qualité du service ne devra pas subir de perturbations.

La mission consiste à assister la maîtrise d'ouvrage notamment pour :

- En phase conception : Établir le calendrier prévisionnel de l'opération ainsi que le phasage approprié, en lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre déjà en place. Il est à noter que l'opération étant une opération de réhabilitation et extension en site occupé, avec des opérations tiroirs, le volet phasage et planning sera une part prédominante de la conception.
- En phase « consultation travaux », l'OPC participera à l'élaboration du DCE sur la partie planning, et analysera les offres des candidats sur le volet planning
- En phase travaux, il établit notamment le calendrier détaillé d'exécution, organise les réunions hebdomadaires OPC et rédige le compte-rendu
- En phase réception, il établit le calendrier détaillé des opérations préalables à la réception

La mission d'OPC comprend également des prestations dites « transversales » et décrites au CCTP (article 4).

La mission fait l'objet d'une décomposition en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI de 2021.

Lieu d'exécution des prestations :

Centre Hospitalier d'Embrun, 8 Rue Pierre et Marie Curie, 05200 Embrun.

1.2 Contexte de l'opération

Le centre hospitalier d'Embrun est un établissement récemment labellisé hôpital de proximité, regroupant à la fois des activités sanitaires sur le site de l'hôpital, ainsi que des activités sanitaires (USLD) sur l'un des deux EHPAD, et des activités médico-sociales sur les sites de deux EHPAD.

Dans un contexte de restructuration de l'offre médico-sociale, le centre hospitalier d'Embrun projette la vente d'un des deux sites médico-sociaux, le site des Chanterelles, avec répartition du capacitaire EHPAD de ce site entre les deux sites de Lou Village et de l'hôpital. Par ailleurs, le service d'unité de soins de longue durée, présent sur le site Lou Village, sera déplacé sur le site de l'hôpital.

Ainsi, le complexe du centre hospitalier comportera, à la fin du projet, un site hospitalier comportant l'ensemble des activités sanitaires, dont l'unité de soins de longue durée, ainsi que des lits d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, et un site strictement médico-social, l'EHPAD Lou Village, dont le capacitaire sera étendu de 17 places supplémentaires par rapport à sa taille initiale.

Afin de trouver l'espace nécessaire au sein des bâtiments, et de proposer un projet nouveau pour l'ensemble des sites, le centre hospitalier d'Embrun souhaite aujourd'hui repenser l'organisation des espaces dans une vaste opération de rénovation lourde de l'hôpital.

Les principaux objectifs de l'opération sont :

1. Optimiser l'organisation des locaux au sein de l'hôpital afin :

- a. De trouver la surface disponible et l'organisation correspondante à l'installation de lits d'hébergement pour personnes âgées dépendantes des Chanterelles,
- b. De trouver la surface disponible pour l'installation du nouveau scanner,
- c. D'améliorer la prise en charge des patients,

- d. D'améliorer les conditions de travail du personnel en proposant à la fois des locaux adaptés à l'organisation des soins, et permettant une qualité de vie au travail renforcée, en profitant pleinement de l'emplacement géographique du site (liaison à la ville, valorisation des espaces extérieurs et des vues)
- 2. **Réhabiliter les locaux afin de pouvoir disposer d'une infrastructure à haute qualité environnementale, durable et performante de part :**
 - a. L'amélioration du confort thermique d'été et d'hiver
 - b. La mise en place de systèmes énergétiques économes (production de chaud et de froid)
 - c. La rénovation complète des réseaux techniques
 - d. La rénovation du système informatique
- 3. **Remettre aux normes en termes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, et développer le concept d'hôpital activant, grâce à un design inclusif des espaces pour permettre un maximum d'autonomie**
- 4. **Renforcer l'identité d'un hôpital en cœur de cité et écologique**

Une deuxième opération sera menée sur le site de l'EHPAD Lou Village, avec une extension de ce bâtiment, pour l'accueil d'une partie du capacitaire EHPAD aujourd'hui situé sur site des Chanterelles. Cette deuxième opération sera réalisée en Marché Global Sectoriel, et n'entre pas dans le périmètre du présent marché d'OPC renforcée. Le périmètre de cette opération est expressément exclu de l'opération objet du présent marché.

Toutefois, l'OPC titulaire du présent marché devra prendre en considération les éventuelles interactions entre ces deux opérations, notamment concernant leur phasage. Ainsi, le titulaire du présent marché devra travailler en parfaite collaboration avec le titulaire du Marché Global Sectoriel relatif à l'opération d'extension de Lou Village et son éventuel interlocuteur désigné comme OPC au sein du marché, afin de faciliter l'organisation des opérations tiroirs et des déménagements à organiser entre les différents sites du Centre Hospitalier d'Embrun.

ARTICLE 2. DESIGNATION DE L'ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur est le Centre hospitalier intercommunal des Alpes du Sud de Gap-Sisteron, établissement support du GHT des Alpes du Sud.

Conformément à la convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire, le Maître d'Ouvrage est le Centre Hospitalier d'Embrun, établissement partie du GHT des Alpes du Sud.

Le marché est signé pour le compte du Centre Hospitalier d'Embrun, par le Directeur du Centre hospitalier intercommunal des Alpes du Sud de Gap-Sisteron, établissement support du GHT des Alpes du Sud conformément aux dispositions de l'article R.6132-16 du Code de la santé publique.

Le suivi de l'exécution du marché est assuré par le Centre Hospitalier d'Embrun, le maître d'ouvrage, interlocuteur direct du titulaire.

La personne habilitée pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché est :

- Rodolphe BRUXER, chargé de Projet travaux – GHT des Alpes du Sud.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Description de la procédure

Le marché à conclure est passé selon une procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124-3 à R. 2124-4, R. 2161-12 et suivants du Code de la commande publique.

La procédure avec négociation (PAN) précitée est une procédure de type restreint se déroulant en deux phases :

- Phase Candidature (**objet du présent Règlement de la consultation**) ;
- Phase Offre (restreinte aux seuls candidats admis à soumissionner).

Conformément à l'article R. 2161-16 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec tous les candidats admis à soumissionner ayant remis une offre initiale. Le pouvoir adjudicateur pourra également décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, en dehors de toute négociation.

La procédure avec négociation peut se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution définis dans le présent Règlement de la consultation.

En l'espèce, il est prévu que la procédure avec négociation se déroule comme suit :

- **Phase Candidature :**
 - o Publication de l'avis de marché et mise en ligne du dossier de consultation ;
 - o Réception des candidatures ;
 - o Analyse des candidatures ;
 - o Sélection des candidats admis à soumissionner.
- **Phase Offre :**
 - o Envoi des invitations à soumissionner ;
 - o Réception des offres initiales ;
 - o Analyse des offres initiales ;
 - o Sans négociation : attribution du marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - o Avec négociation :
 - Organisation d'une séance de négociation ;
 - Demande des offres finales ;
 - Réception des offres finales ;
 - Analyse des offres finales ;
 - Attribution du marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'augmenter ou de réduire le nombre de tours de négociation en cours de consultation. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

Une mise au point du marché pourra être réalisée conformément à l'article R2152-13 du Code de la commande publique.

3.2 Division en lots

Le marché à conclure n'est pas divisé en lot au sens de l'article L.2113-10 du CCP son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

3.3 Décomposition en parties techniques

Les prestations objet du marché à conclure sont décomposées en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI de 2021, dans conditions suivantes :

- **Partie technique : OPC- AVP : OPC pendant les études d'avant-projet**
- **Partie technique : OPC-PRO : OPC pendant les études de projet**
- **Partie technique : OPC-AMT : OPC pendant l'assistance pour la passation des marchés de travaux**
- **Partie technique : OPC-DET, EXE/VISA, AOR : OPC pendant l'exécution des marchés de travaux, les études d'exécution ou leur VISA et l'assistance aux opérations de réception.**

3.4 Durée du marché

La durée du marché est fixée à l'article 2.3 de l'acte d'engagement.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est **septembre 2025**.

La prestation de l'OPC débute à la date de notification du présent marché.

3.5 Variantes

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

Aucune variante à l'initiative de l'acheteur n'est demandée.

3.6 Options

3.6.1 Tranche

Le marché n'est pas un marché à tranche au sens de l'article R.2113-4 du Code de la Commande Publique.

3.6.2 Marché de prestations similaires

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires dans un délai maximum de trois ans à compter de la notification du présent marché (considéré comme étant alors le marché initial) en vertu de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

3.6.3 Clause de réexamen

Le marché à conclure prévoit des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

3.7 Modifications de détail du dossier de consultation

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des renseignements complémentaires au dossier de consultation des entreprises (DCE). Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3.9 Exclusivité et participations ultérieures

Il est expressément rappelé au prestataire que son intervention est exclusive de toute rémunération de la part d'un tiers sur les projets concernés sur le projet concerné par la présente consultation.

3.10 Visite des lieux et connaissance du site

En phase candidature, il est prévu une visite de site facultative, le mercredi 07 mai 2025 à 10h00 (le rendez-vous est donné à l'accueil du Centre Hospitalier d'EMBRUN). Les candidats qui souhaitent s'inscrire à cette visite facultative doivent s'inscrire par email de M. Bruxer par mail à rodolphe.bruker@chicas-gap.fr

En phase offre, une visite de site obligatoire sera organisée avec les candidats admis à participer à la phase offre. La date de cette visite obligatoire sera précisée dans le DCE Offre, transmis aux seuls candidats admis à participer à la phase offre. La présence à cette visite sera attestée par un certificat de visite, joint au dossier de consultation et imprimé par le candidat, qui sera obligatoirement joint à l'offre

ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Les documents constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis gratuitement. Il est composé des pièces suivantes :

0. Le présent règlement de la consultation – Phase candidature (RC) et son annexe :
 - o Annexe 1 : Attestation de participation à une procédure avec négociation
 - o Annexe 2 : Cadre de réponse Tableau de présentation « Références et moyens humains »
1. Le cahier des clauses administratives (CCAP)
2. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - o Annexe 1 relative à la déclaration de sous-traitance.
 - o Annexe 2 relative à la répartition des honoraires entre les cotraitants
 - o Annexe 3 relative au bordereau des prix unitaires (BPU)
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
4. Le programme technique détaillé (PTD) de l'opération

Conformément aux dispositions des articles R.2132 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation de s'identifier pour accéder aux documents de la consultation. Toutefois, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Pour les candidats souhaitant s'identifier sur le portail, ils devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un couple identifiant/mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Pouvoir Adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.PDF), et/ou Rich Text Format (.rtf) Word, Excel, PowerPoint, et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip).

Le retrait des documents par voie électronique n'oblige en aucun cas le candidat à déposer une offre.

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats pourront être effectués par voie électronique. A cette fin, le candidat mentionnera de manière précise une adresse mail de référence.



Compléments à apporter aux pièces du marché

Dans le cas où un candidat estimerait qu'une imprécision demeure ou qu'il a été amené à choisir une certaine interprétation du dossier de consultation, il peut demander des éclaircissements, par écrit, au

plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors adressée à l'ensemble des candidats 6 jours au plus tard avant la date de remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur n'est plus tenu de répondre aux questions déposées après le délai imposé aux soumissionnaires dans le présent article

Une phase de mise au point du marché pourra, si besoin, préciser les points pouvant le nécessiter conformément à l'article R 2152-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 5. CONDITIONS DE PARTICIPATION

5.1 Forme de la candidature

Les candidats peuvent présenter une candidature individuelle ou une candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. En cas de forme conjointe du groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige, conformément à l'article R.2142-24 du CCP, que le mandataire soit solidaire.

Le présent règlement de la consultation interdit par application de l'article R.2142-21 du CCP que les candidats présentent pour l'obtention du marché, plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé ainsi que le ou les groupements dont ils faisaient partie.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature des marchés publics que dans les conditions prévues par l'article R.2142-26 du CCP.

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

La candidature, qu'elle soit présentée par une opérateur économique unique ou par un groupement d'opérateurs économiques, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leur montant dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'intervention du titulaire est exclusive, pour l'ensemble des acteurs économiques ou intervenants à titre personnel, de toute autre mission de conseil, conception ou réalisation sur l'opération objet de la présente consultation.

5.2 Appréciation des niveaux minimums de capacité

Conformément à l'article L .2142-1 du Code de la commande publique, l'acheteur peut imposer aux candidats des conditions de participation à la procédure de passation propres à garantir qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché dès lors que ces conditions sont liées et proportionnées à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Aptitude à exercer une activité professionnelle : Sans objet

Capacité économique et financière : Sans objet

Capacités techniques :

- Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC).

Les compétences listées ci-avant sont dites « compétences imposées ».

En cas de groupement et, ou de présentation de sous-traitant(s) et/ou d'opérateur(s) lié(s), l'appréciation des capacités professionnelles et techniques et de la capacité économique et financière se fait globalement.

A ce titre, il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité en son sein des compétences techniques et professionnelles requises pour l'exécution du marché. Pour justifier de ces capacités chacun des cotraitant(s), sous-traitants(s) et/ou opérateurs liés produisent les mêmes documents que ceux qui sont exigés par le pouvoir adjudicateur d'un candidat individuel dans le présent règlement à l'article 6.2. La preuve des capacités attendues pour l'exécution du marché est apportée par tout moyen approprié.

Pour justifier qu'il dispose des capacités des sous-traitants ou opérateurs économiques qu'il présente pour l'exécution du marché, le soumissionnaire produit un engagement écrit de mise à disposition des moyens et compétences de chaque sous-traitant. Idem s'il s'appuie sur des opérateurs liés.

5.3 Sous-traitants et opérateurs liés

En cas de groupement et, ou de présentation de sous-traitant(s) et/ou d'opérateur(s) lié(s), l'appréciation des capacités professionnelles et techniques et de la capacité économique et financière se fait globalement.

A ce titre, il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité en son sein des compétences techniques et professionnelles requises pour l'exécution du marché. **Pour justifier de ces capacités chacun des cotraitant(s), sous-traitants(s) et/ou opérateurs liés produisent les mêmes documents que ceux qui sont exigés par le pouvoir adjudicateur d'un candidat individuel à l'article 6.2 du présent règlement.** La preuve des capacités attendues pour l'exécution du marché est apportée par tout moyen approprié.

Pour justifier qu'il dispose des capacités des sous-traitants ou opérateurs économiques qu'il présente pour l'exécution du marché, le soumissionnaire produit un engagement écrit de mise à disposition des moyens et compétence de chaque sous-traitant. Idem s'il s'appuie sur des opérateurs liés.

ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES

6.1 Généralités

Les pièces des concurrents seront entièrement rédigées en langue française. Si les pièces des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté lorsqu'il s'agit de certificats et attestations ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans le dossier.

Les prix et montants exprimés en euros. Aucune autre devise n'est acceptée.

La remise de plis électroniques est imposée.

Les formulaires DC cités ci-dessous sont disponibles en ligne sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

Le candidat peut faire usage du Document unique de marché européen (DUME). Dans ce cas, il veillera à remettre, pour chaque membre de son groupement, la version PDF et la version xml du DUME.

6.2 Contenu de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, dans les conditions de l'article R.2143-1 et suivants du Code de la commande publique, comprenant les pièces suivantes :

- 1 ☐ **Une déclaration sur l'honneur** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail.

Pour ce faire, il est proposé aux candidats de cocher la case dédiée dans le formulaire DC1 ci-dessous.

- ☐ Une lettre de candidature dûment complétée **FORMULAIRE DC1**

Téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de groupement d'opérateurs économique il n'est remis qu'un seul formulaire DC1 pour l'ensemble des membres du groupement et « opérateurs liés » (sous-traitants)

- 2 ☐ Une déclaration du candidat **FORMULAIRE DC2**

Téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Il est remis un formulaire DC2 par membre du groupement et par « opérateur lié » sur les capacités duquel le candidat s'appuie.

- ☐ En cas de groupement, copie du pouvoir du mandataire.

- 3 ☐ Copie des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature et ce à hauteur de l'opération considérée.

- 4 ☐ **CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE DU CANDIDAT**

↳ Le cas échéant, les **certificats de qualification professionnelle** établis par des organismes indépendants.

↳ L'indication des **titres d'études et professionnels** du candidat ou des cadres de l'entreprise (copie des diplômes et, ou CV) et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

↳ Une déclaration indiquant les **effectifs moyens** annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, en précisant les moyens humains de la structure dédiée à l'opération.

↳ L'équipe candidate présentera : Une liste de référence pour des **prestations de service, les plus pertinentes au regard de l'objet du marché et de la taille, de la nature et de la complexité de l'opération**. Conformément à l'article 3 de l'annexe 9 du code de la commande publique, les références auront été **exécutées au cours des trois (3) dernières années**. L'acheteur précise que les éléments de preuves relatifs à des services exécutés il y a plus de trois (3) pourront toutefois pris en compte dans l'analyse des candidatures.

Pour se faire, le candidat utilise le cadre de réponse fourni en annexe 2 au présent Règlement de la consultation.

Les références précisent notamment :

- Le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage,
- L'intitulé et les principales caractéristiques du projet,
- Le montant des travaux (en € HT),
- La surface dans œuvre (SDO) du projet,
- Les dates de début et de fin ainsi que l'état d'avancement,
- La mission réalisée (nature et principales caractéristiques),

- L'explication du choix de la référence (au regard de l'objet du marché, de la nature et de la complexité de l'opération projetée)
- Si la référence est commune à un autre membre du groupement

Le cas échéant la référence est assortie d'une attestation de bonne exécution.

→ Les pièces listées ci-avant sont remises par chacun des membres du groupement et des opérateurs sur les capacités duquel le candidat s'appuie (opérateurs liés dont les sous-traitants).

5 ☐ CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CANDIDAT

- ✎ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise et du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- ✎ Les déclarations appropriées de banque ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents, en cours de validité au jour de la publication de l'avis de marché.
Il convient de noter que la remise d'une attestation de garantie décennale est exigée au titre du présent RC.

→ Les pièces listées ci-avant sont remises par chacun des membres du groupement et des opérateurs sur les capacités duquel le candidat s'appuie (opérateurs liés dont les sous-traitants...).

6 Annexe 1 au présent RC dument complétée et signée

ARTICLE 7. PRESENTATION DES OFFRES

7.1 Généralités

Les pièces des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française. Si les pièces des soumissionnaires sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté lorsqu'il s'agit de certificats et attestations ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans le dossier.

Les prix et montants exprimés en euros. Aucune autre devise n'est acceptée.

7.2 Contenu de l'offre

Le Présent règlement de la consultation est relatif à la phase candidature. Les pièces identifiées ci-dessous seront à remettre par les seuls candidats autorisés à soumissionner, dans un second temps (phase offre).

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le candidat doit obligatoirement utiliser l'acte d'engagement joint au dossier de consultation	
La décomposition du prix global forfaitaire – Décomposition du Temps de Travail	Non
Le candidat doit obligatoirement présenter son offre sur la DPGF-DTP jointe au dossier de consultation	

<p>Une note méthodologique comprenant les chapitres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chapitre 1 - Réponse au critère « Qualité de la méthodologie » : note de 15 pages maximum précisant : <ul style="list-style-type: none"> a) La méthodologie proposée pour réaliser la mission précisant notamment le détail des prestations réalisées et des livrables proposés, selon la décomposition des missions précisée au CCTP. b) La vision du soumissionnaire quant aux spécificités (enjeux, contraintes, solutions à apporter, ...) de la mission. c) Les modalités de travail prévues en interne à son équipe ainsi qu'avec le maître d'ouvrage et l'ensemble des acteurs participants à l'opération. • Chapitre 2 – Réponse au critère « Pertinence de l'affectation et de la répartition des temps et des rôles » : note de 10 pages maximum hors CV et hors DTP, précisant : <ul style="list-style-type: none"> a) L'équipe proposée – précisant le nom des personnes physiques affectées à l'exécution du marché – détaillant les expériences des intervenants au regard de l'objet de la mission, les organigrammes prévus au fil de l'exécution de la mission, b) Les CV détaillés des membres de l'équipe. c) La disponibilité des principaux intervenants de la mission, et les dispositions prises en cas de départ d'une de ces personnes pendant l'exécution du marché. d) La décomposition du Temps Prévisionnel (DTP) dûment complétée en format .pdf et source (.xls), indiquant notamment le temps passé par intervenant. 	Non
Un relevé d'identité bancaire (RIB)	Non

Cette offre peut être complétée par tout autre document permettant de faciliter la compréhension de la proposition du candidat.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat des précisions, des compléments ou des justifications sur son offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 8. CONDITION DE REMISE DES PLIS

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.

Conformément aux articles R.2132 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur impose le dépôt par transmission électronique.

Toute offre reçue par voie papier sera déclarée irrégulière sans possibilité de régularisation.

8.1 Transmission par voie électronique

Les opérateurs économiques souhaitant remettre leur candidature et leur offre **le feront exclusivement** par voie électronique sur la plateforme d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l'heure limite de réception des candidatures et des offres.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. Seules les dates et heures reprises par cet accusé de réception et générées par le dispositif d'horodatage de la plateforme d'acheteur font foi pour le traitement de la procédure.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le prestataire devra se conformer aux dispositions indiquées dans la note de procédure figurant en fin de règlement de consultation.

Le manuel d'utilisation du candidat (ou Manuel entreprise) est disponible, dans la rubrique « outils » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.



Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée.

L'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont aux frais du candidat.

8.2 Anticipation des dépôts

Le soumissionnaire est invité à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception de manière certaine.

Conformément à l'article R 2151-6 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur rappelle que si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule la dernière offre reçue pour le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres, est ouverte.

8.3 Transmission d'une copie de sauvegarde sur « Support physique électronique »

Les opérateurs économiques transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté.

Le pli fermé doit porter la mention :

**NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE - PROCEDURE n°014-2025
Objet : MARCHÉ D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC) RENFORCÉ
POUR L'OPERATION NOUVEL HÔPITAL D'EMBRUN**

Les plis « copie de sauvegarde » sont transmis par tous moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité à l'adresse indiquée ci-dessous :

Centre hospitalier intercommunal des Alpes du Sud de Gap-Sisteron

Bureau de la Cellule des Marchés Publics

Bâtiment administratif

1 place Auguste Muret

05000 GAP

Les copies de sauvegardes seront soit sur clé USB soit sur CD Rom.

8.4 Modalités de signature des offres

Signature des fichiers par l'attributaire en cas d'offre électronique.

L'attributaire doit signer individuellement l'acte d'engagement au moyen de son certificat de signature électronique.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'il y a modification du document après signature, le « couple » document signé et document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.

Après signature des marchés, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 9. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

9.1 Jugement des candidatures

La vérification des conditions de participation est opérée au regard des articles R.2144-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le Pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai appropriée et identique pour tous.

Le Pouvoir adjudicateur vérifie les informations qui figurent dans la candidature ; y compris en ce qui concerne les opérateurs liés sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

L'aptitude et les capacités des candidats sont vérifiées compte tenu des niveaux minimaux fixés au présent règlement de la consultation.

Les motifs d'exclusion sont ceux visés aux articles L.2141-1 à L.2141-6 ainsi qu'aux articles L.2141-7, L.2141-9 et L.2141-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux articles R. 2142-15 et R. 2142-16 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur prévoit de limiter le nombre de candidats admis à participer à la phase offre de la consultation et donc à soumissionner.

Le nombre de candidats à inviter à participer à la phase offre est le suivant : **3 candidats**.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

Les candidatures seront analysées selon les critères suivants, objectifs et non discriminatoires, classés par ordre de priorité décroissant :

- **Critère 1 : Capacités techniques appréciées au regard de la qualité des références présentées de taille, nature et complexité comparables à l'opération pour les compétences imposées.**
- **Critère 2 : Capacités professionnelles au regard des moyens humains de l'équipe candidate.**

Pour l'appréciation du critère 1, le candidat sélectionne ses cinq meilleures références au regard de la taille, nature et complexité de l'opération. Sont entendues par des références de taille, nature et complexité comparables :

- **Taille** : Minimum 10 000 m2 de SDO
- **Nature** : Bâtiment dans le secteur de la santé OU du médico-social. Les références portant sur des projets en santé ET médico-social seront valorisées.

- **Complexité** : Extension et restructuration en site occupé.

Pour l'appréciation du critère 2, seront prises en considération les informations suivantes : effectifs et chiffre d'affaires, titres d'études, qualifications professionnelles.

L'acheteur ayant limité le nombre de candidats admis à poursuivre la procédure, les vérifications mentionnées aux articles R. 2144-1, R. 2144-3 et R. 2144-4 du Code de la commande publique, interviennent au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner. Aussi, tant les candidats retenus au terme de la candidature que le futur attributaire du marché seront tenus de remettre les documents suivants :

Vérifications liées aux motifs d'exclusion de la procédure de passation du marché

A ce titre, l'attributaire est tenu de fournir dans un délai raisonnable, les pièces justificatives suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-2 du CCP.
La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique.
Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion comme prévu suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3 du CCP.
- Le cas échéant, si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- **Par application de l'article R.2142-12 du Code de la commande publique, un justificatif relatif à l'assurance décennale – garanties constructeurs**

9.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R. 2152-7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra être régularisée à l'initiative du Pouvoir adjudicateur dans un délai approprié. Celui-ci se réserve également la possibilité de ne pas opérer régularisation des offres irrégulières.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

9.2.1 Critères d'analyse des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

N°	CRITERES	PONDERATION
1	Prix des prestations	35%

2	Qualité de la méthodologie appréciée au travers du Chapitre 1 du mémoire technique	40%
3	Pertinence de l'affectation et de la répartition des temps et des rôles, appréciée au travers du Chapitre 2 du mémoire technique	25%

9.2.2 Jugement du critère 1

Le critère « Prix des prestations » est jugé à partir du prix proposé par le candidat. L'offre la moins disante se voit attribuer le maximum de points pour le critère, soit 35 points.

Ceci vaut une fois les offres anormalement basses écartées selon les principes prévus à l'article R.2154-4 du Code de la Commande publique.

La note du candidat sera calculée de la manière suivante :
$$Note = \frac{\text{Prix de l'offre la moins disante}}{\text{Prix de l'offre du candidat}} \times 35$$

En cas de divergence au sein de l'offre du soumissionnaire, les prix en euros HT en chiffres indiqués dans l'acte d'engagement sont retenus pour le jugement de ce critère.

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique et dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les soumissionnaires devront être en mesure de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre globale ou sur certains prix unitaires ou forfaitaires et, ou sur le montant de la part sous-traitée, pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché. En cas d'absence d'information, ou si les informations fournies ne permettent pas au soumissionnaire de justifier son prix, l'offre sera rejetée par décision motivée.

9.2.3 Jugement des critères 2 et 3

Lors de l'analyse des offres, les critères 2 et 3 sont évalués au regard des chapitres du mémoire technique conformément aux exigences exposées à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation.

9.3 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats dans les conditions exposées à l'article 2.2 du présent règlement de la consultation.

Les négociations pourront porter sur l'ensemble des éléments de l'offre (prix, qualité, délai, organisation, etc.) et se feront par mail, échanges via la plateforme de dématérialisation PLACE ou dans le cadre d'une rencontre.

La période prévue pour rencontrer les 3 candidats admis à soumissionner sur la base de l'offre initiale est : Juillet 2025.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

Le soumissionnaire qui ne remettrait pas d'offre révisée dans les délais impartis conduira le pouvoir adjudicateur à prendre en considération la première offre déposée pour le classement final.

Les exigences minimales au sens de l'article R. 2161-13 du Code de la commande publique sont les suivantes :

- Les articles 1.7, 1.8, 3.2 et 10 du CCAP
- Le découpage en partie technique prévu à l'article 3.1 du CCTP ainsi que l'article 4.2 du CCTP

ARTICLE 10. FIN DE LA PROCEDURE

À tout moment, l'acheteur pourra ne pas donner suite à la procédure conformément à l'article R2185-1 du Code de la commande publique.

Il est possible de procéder à une mise au point du marché avant sa signature.

Conformément à l'article R.2182-1 du CCP, un délai minimal de onze jours est respecté entre la date d'envoi de la notification électronique de rejet aux soumissionnaire évincés et la date de signature des marchés par le Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10 jours calendaires** avant la date limite de réception des candidatures ou des offres, une demande écrite via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur

Les candidats peuvent également faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme PLACE.

Une réponse sera adressée à tous les candidats ayant été destinataires du dossier.

Elle sera communiquée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. La réponse sera alors adressée par écrit à l'ensemble des candidats ayant retiré un dossier de consultation

ARTICLE 12. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Marseille

31 rue Jean-François Leca

CS 60642

13235 Marseille Cedex 2

tél. : 04 91 13 48 13

fax : 04 91 81 13 87 / 89

greffe.ta-marseille@juradm.fr

<http://marseille.tribunal-administratif.fr>

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent est :

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)

CCIRA de Marseille - Madame PIETRI

Place Félix Baret CS 80001

13282 MARSEILLE Cedex 06

Les voies et délais de recours sont les suivants :

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 à L551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 à L551-23 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du même code.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Le référé secret des affaires.

Fait à GAP, le 25 avril 2025

Pour le GHT des Alpes du Sud,
Pour Le Directeur et par Délégation,
La Directrice Adjointe,

Chloé SCHMITT



